Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Pays-Bas : virage à droite des partis traditionnels après les élections

Par Peter Schwarz
Mondialisation.ca, 20 mars 2017
wsws.org 18 mars 2017

Région : L'Europe
Analyses: Élections en Europe

D'influents politiciens européens ont salué le résultat des élections aux Pays-Bas comme la fin de la série de victoires remportées par les mouvements nationalistes de droite qui avait débuté avec le vote pour le Brexit au Royaume-Uni pour se poursuivre par l'élection de Donald Trump comme président des États-Unis.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, avait décrit le résultat comme une « inspiration ». La chancelière allemande Angela Merkel l'avait qualifié de « très pro-européen » et le candidat à l'élection présidentielle française Emmanuel Macron avait déclaré que l'inquiétante *percée de l'extrême droite n'est pas une fatalité.*

D'autres ont souligné combien il était important de s'opposer farouchement aux populistes de droite. Le dirigeant du Parti social-démocrate (SPD) au parlement allemand, Thomas Oppermann, a déclaré : « La grossièreté appelle à plus de rusticité. Nous devons affronter directement des démagogues comme [Geert] Wilders. Horst Seehofer, le dirigeant de l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU), a dit qu'il valait la peine qu'un chef de gouvernement prenne position « contre la provocation et l'extrémisme de droite. »

En fait, la montée du nationalisme et de la xénophobie n'a pas été stoppée aux Pays-Bas. Son évolution prend une forme différente. Au lieu de se passer surtout dans les partis populistes de droite, elle se développe actuellement au sein des partis traditionnels – tant à droite que dans ceux qui se disent de gauche.

Le néolibéral Parti populaire de la liberté et de la démocratie (VVD) du premier ministre Mark Rutte a « vaincu » le Parti pour la liberté (PVV) d'extrême-droite de Wilders en adoptant son programme xénophobe. Le journal britannique *The Guardian* a parlé d'une « victoire à la Pyrrhus » : « Au lieu de défier les racistes, Rutte a plutôt renforcé leur confiance en soi et en déversant de l'arsenic dans l'alimentation en eau de la politique néerlandaise. »

D'autres partis néerlandais se sont également déplacés nettement vers la droite. Les conservateurs chrétiens-démocrates (CDA) par exemple ont mené leur campagne électorale en demandant que les élèves débutent la journée scolaire en chantant debout l'hymne national. Le CDA a terminé en troisième place, juste derrière le PVV de Wilders. Il fera probablement partie du prochain gouvernement.

Les ex-maoïstes du Parti socialiste avaient eux aussi soutenu ce sentiment nationaliste et xénophobe.

Même le tabloïd britannique de droite *Daily Mail* a remarqué : « Si ce genre de chose avait été colporté par M. Trump, il y aurait eu des vociférations libérales émanant des quartiers habituels. Mais, cela fait maintenant partie du discours officiel en Hollande ».

C'est avant tout cette évolution vers la droite qui, en plus du soutien de Rutte pour l'Union européenne, est accueilli avec enthousiasme et appuyé par les autres pays européens.

En Allemagne, le *Süddeutsche Zeitung* a cité le conflit provoqué délibérément par Rutte avec le gouvernement turc comme preuve « que les démocraties libérales européennes ne peuvent pas être menées par le bout du nez par des autocrates. » Rutte s'est révélé être un homme d'État « qui impose des limites à Erdogan. »

Il est indéniable que la provocation de Rutte à l'encontre du gouvernement turc a été une tentative, juste trois jours avant les élections, d'attiser des sentiments nationalistes afin de dépasser Wilders par la droite. Il a refusé au ministre turc des Affaires étrangères l'entrée sur le territoire et a fait escorter à la frontière par la police la ministre turque de la Famille dans le but de l'empêcher de parler du référendum constitutionnel en Turquie devant un auditoire de compatriotes turcs.

Cette provocation délibérée a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme partout en Europe, par les Verts et par des politiciens supposés de gauche. L'ex-présidente du Parti des Verts allemand, Claudia Roth, a ainsi justifié le refus d'entrée des politiciens turcs sur le pays : « Il importe à présent de définir sans ambiguïté l'État de droit. »

La présidente du groupe parlementaire du parti La Gauche (*Die Linke*), Sahra Wagenknecht, a demandé au gouvernement allemand « d'annoncer enfin la couleur ». Merkel et le ministre des Affaires étrangères Sigmar Gabriel avaient eu la possibilité de stopper la tournée de propagande d'Erdogan, a-t-elle dit, « tout comme l'ont fait pour leur pays les gouvernements de l'Autriche et des Pays-Bas. »

De nombreux observateurs ont constaté qu'après les élections aux Pays-Bas, Marine Le Pen « a encore de bonnes chances de devenir présidente », a écrit *Spiegel Online*. « Son Front National [FN] est beaucoup plus profondément ancré dans de nombreuses couches sociales en France. Il est politiquement plus docile et plus à même de recueillir une majorité que ne l'est le parti homme-orchestre du tapageur Wilders aux Pays-Bas. »

Les grandes banques et les gestionnaires de fonds semblent également avoir tiré des conclusions similaires, vu qu'ils évaluent la politique en fonction de leurs futures perspectives de profit. Hier, le *Financial Times* avait rapporté que « des investisseurs mondiaux faisaient la queue pour entrer en contact avec Le Pen ».

Les analystes d'UBS, de BlackRock et de Barclays, entre autres, ont rencontré des représentants du FN pour discuter de ses projets économiques. Il en va de même pour les représentants de plusieurs dizaines de gouvernements, notamment des États-Unis, de l'Argentine, de la Suède et du Danemark. Le stratège en chef du FN, Florian Philippot, s'est récemment entretenu avec les diplomates de cinq pays européens et de trois pays asiatiques.

Wilders et d'autres démagogues de droite ne sont qu'un symptôme et non la cause du virage à droite de la politique bourgeoise. La cause réside dans la crise profonde du système capitaliste. Des décennies de coupes sociales et d'enrichissement d'une infime minorité aux

dépens de la majorité, ainsi que des conflits mondiaux croissants, ont engendré des tensions économiques et sociales qui ne peuvent être surmontées par des méthodes démocratiques.

Cet état de fait trouve son expression la plus marquée dans l'effondrement des partis qui auparavant avaient prêché la conciliation sociale pour ensuite organiser de massives coupes sociales. Le Parti travailliste néerlandais (PvdA, social-démocrate), l'ancien partenaire de coalition du VVD de Rutte, a vu son score s'effondrer. Il a perdu 29 de ses 38 sièges, et ne dispose dorénavant plus que de 9 députés au nouveau parlement.

Ceux qui ont bénéficié de cet effondrement et des pertes du VVD de Rutte (-8 sièges) comprennent le CDA chrétien-démocrate (+6) et le libéral D66 (+7), ainsi qu'un certain nombre de petits partis. Le PVV de Wilders a également pu augmenter son nombre total de sièges de 15 à 20.

Les partis plus petits avaient tous formulé des revendications sociales ou s'étaient opposés à la xénophobie à l'exception de l'ultranationaliste *Forum for Democracy* (2 sièges). *Denk*, le parti pour immigrés (en néerlandais : Penser !, en turc : Égalité) a par exemple remporté trois sièges, le Parti des retraités « 50+ » en a gagné deux, et le parti pour la protection des animaux PvdD, trois sièges.

Les Verts (Gauche verte) ont accru le nombre de leurs députés de 4 à 10. Sous leur jeune chef de 30 ans, Jesse Klaver, qui a des racines marocaines et indonésiennes, et qui est tantôt comparé au sénateur américain Bernie Sanders tantôt au premier ministre canadien Justin Trudeau, les Verts ont cherché à se présenter sous une apparence plus cosmopolite.

Mais, aucun de ces partis n'a de réponse à la crise sociale. Ils soutiennent tous le système capitaliste en cherchant à empêcher un mouvement indépendant et socialiste de la classe ouvrière. Il se peut que les Verts fassent même partie du prochain gouvernement afin d'offrir un visage plus « jeune » à la politique de droite des vieux partis.

Peter Schwarz

Article original, WSWS, paru le 18 mars 2017

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Peter Schwarz, wsws.org, 2017

Articles Par : Peter Schwarz

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca